



MINUSCA

NOTE D'INFORMATION

« LES 3^{EME} ET 5^{EME} ARRONDISSEMENTS NE SERONT PAS DELAISSES APRES LE DEPART DE L'EUFOR-RCA », SELON LE COMMISSAIRE DE POLICE DE LA MINUSCA

Bangui le 19 mars 2015 – « Les 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements de Bangui ne seront pas délaissés après le départ de l'Eufor-RCA. La protection des personnes et de leurs biens y sera assurée par la MINUSCA », a déclaré le 18 mars le Commissaire de Police de la MINUSCA, Luis Carrilho, lors du point de presse hebdomadaire de la mission.

Rassurant les populations des arrondissements concernés, le commissaire de Police de la MINUSCA a indiqué que *« des équipes y sont déjà déployées et les patrouilles des Unités de Police Constituée (UPC) effectuées 7jours sur 7 et 24h sur 24 »*. Parlant du rapport avec les autorités locales, Luis Carrilho a fait savoir qu' *« un contact étroit est maintenu avec les autorités locales du 3^{ème} et du 5^{ème} Arrondissement »*. Autre élément, la montée en puissance des forces de sécurité intérieures dans ces arrondissements. En effet, informe-t-il, il est prévu l'ouverture, le 20 mars 2015, du commissariat de Police du 3^{ème} arrondissement, suivie, très prochainement, de celui du 5^{ème} arrondissement avec l'appui des officiers de la Police de la MINUSCA à travers la colocation.

En plus de l'appui au niveau opérationnel par l'Etat-major conjoint(JTF), dont l'objectif est d'agir de façon coordonnée et efficace pour aider les autorités centrafricaines à faire cesser les violences intercommunautaires et lutter contre la criminalité, la Police de la MINUSCA offre son expertise aux forces de sécurité intérieures. Selon Luis Carrilho, *« 5 projets à Impacts Rapides (QIPs) sont en cours de réalisation, entre autres, la réhabilitation de la brigade fluviale et du commissariat spécial du port, la réhabilitation de la Direction générale de la Police nationale et la réhabilitation du commissariat de police de la ville de Bria »*.

La cheffe du Bureau de la Communication et de l'Information Publique de la MINUSCA, Mme Myriam Dessables, a, pour sa part, informé les journalistes de la participation du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine, Babacar Gaye, à la 7^e réunion du Groupe International de contact (GIC) qui s'est tenue le lundi 16 Mars à Brazzaville. Selon Mme Dessables, *« l'accent a été mis sur la nécessité de mobiliser la volonté politique, judiciaire et populaire en RCA dans le but d'aller de l'avant »*. Aussi, fait-elle valoir, que *« l'importance du Forum de Bangui comme point de départ pour la réconciliation nationale a de nouveau été réaffirmée »*.

Concernant les élections et leur financement, Mme Myriam Dessables a signifié que les participants de la 7^e réunion du GIC se sont félicités de la mise en place du

Communication and public information office



Projet d'Appui au Cycle Electoral en République Centrafricaine (PACEC). Elle a aussi salué la signature de la Convention entre le PNUD et l'Union Européenne pour 19 millions d'euros et l'annonce par l'Union Africaine d'une première contribution de 500.000 USD en faveur des prochaines élections. La *chef du Bureau de la Communication et de l'Information Publique de la MINUSCA* a tenu à indiquer qu'*« il reste un déficit de 18 millions de dollars à combler pour financer le PACEC »*. Elle a ajouté que la MINUSCA a apporté son assistance technique à l'ANE dans le cadre de la planification de l'opération de cartographie électorale, nécessaire à l'enregistrement des électeurs.

Conformément à son mandat de surveillance et de documentation de la situation générale des Droits de l'Homme, la MINUSCA a enregistré cette semaine trois cas d'atteinte au droit à la vie ayant entraîné la mort de 3 victimes à Bangui. Les auteurs présumés étant des éléments affiliés aux anti-balaka et à l'ex-Séléka.

En sa qualité de Représentant du Haut-Commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme en RCA, le Directeur de la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA, Musa Gassama, a initié deux réunions de haut niveau de plaidoyer avec les autorités de la transition et les leaders de la société civile. Le but étant, dit Mme Dessables, *« de faire le suivi de la dernière visite de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en RCA, la lutte contre l'impunité et les efforts en cours pour la mise en place de la justice transitionnelle »*.

Abordant la formation organisée par la MINUSCA au bénéfice de 26 agents de la Police nationale, Mme Dessables a fait savoir que cette formation porte sur les critères d'identification des grandes menaces qui affectent la population civile en RCA, les acteurs et les lieux où ces menaces se produisent. Elle a poursuivi, indiquant qu'une série de formations sur le respect des droits des détenus et la prévention des incidents en prison a eu lieu à l'intention des éléments du Bataillon d'Infanterie Territoriale (BIT). Lesquels éléments du BIT assurent, depuis le 07 mars 2015, la sécurité de la maison d'arrêt de Ngaragba en remplacement de la Garde Républicaine.

Autre volet abordé, le projet d'appui à la réinsertion des groupes armés, des jeunes à risque et des autres personnes affectées par le conflit armé en RCA, tiré de l'article 04 de l'Accord de cessation des hostilités en République centrafricaine signé le 23 juillet 2014 à Brazzaville, Mme Dessables a présenté les différentes réalisations. Sur initiative conjointe de la MINUSCA et du PNUD, il a été lancé le 17 février à Bria les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) qui permettent, à ce jour, à plus de 1645 personnes - 25% de femmes et 46% de jeunes issus des mouvements armés (ex-Séléka)- de travailler, injectant ainsi plus de 3.916.250 FCFA dans la communauté avec plus de 8.215 bénéficiaires indirects au quotidien.

Et de rappeler que *« ce projet vise à renforcer la cohésion sociale et à contribuer au retour de la paix et de la sécurité par la création d'une source d'emploi et de revenus temporaires afin de prévenir le recrutement des jeunes à risques par les groupes armés et surtout à améliorer les conditions de vie des populations affectées par le conflit »*.

Intervenant sur les activités de la Force de la MINUSCA, le Porte-parole militaire, le



lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza, a d'abord déploré la mort de 08 personnes tuées à Ngaoundaye le matin du 14 mars par des bandits armés qui oscillent entre les frontières camerounaise, tchadienne et centrafricaine. Il a profité de l'occasion pour « *démentir l'information selon laquelle la population de Ngaoundaye aurait informé les forces de la MINUSCA de cette localité de l'arrivée de ce groupe de criminels le soir du 13 mars et que la MINUSCA n'a rien fait pour la protéger* ».

Il a aussi souligné que les forces de la MINUSCA appuient la restauration de l'autorité de l'Etat dans la ville de Bambari. « *Après la réhabilitation de la Cour d'appel de Bambari, la force est en train de finaliser un projet d'équipement de ce bâtiment* », a-t-il ajouté. Pour la protection de la population, la force de la MINUSCA a effectué 6.748 patrouilles aussi bien terrestres qu'aériennes durant la semaine. Cette force a aussi assuré la sécurité de 432 véhicules sur différents axes sur le territoire centrafricain.

